

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Accord-cadre relatif à la réalisation de fouilles
archéologiques préventives préalables à
l'aménagement du secteur Aérodrome de la ZAC
Jules Verne, GLISY (SOMME)

Référence du marché : CCIR-AP-2024-35



CCI HAUTS-DE-FRANCE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Une Convention Publique d'Aménagement a été signée entre Amiens Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens le 12 novembre 2002 pour la réalisation de l'opération ZAC Jules Verne. Par avenant N°14 en date du 15/12/2023, la durée de la CPA a été prorogée et la convention court jusqu'au 12/11/2029.

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour but de définir les conditions d'exécution des travaux de fouilles archéologiques préventives préalables à l'aménagement du secteur Aéroport de la ZAC Jules Verne à GLISY (Somme).

1.1. Préambule

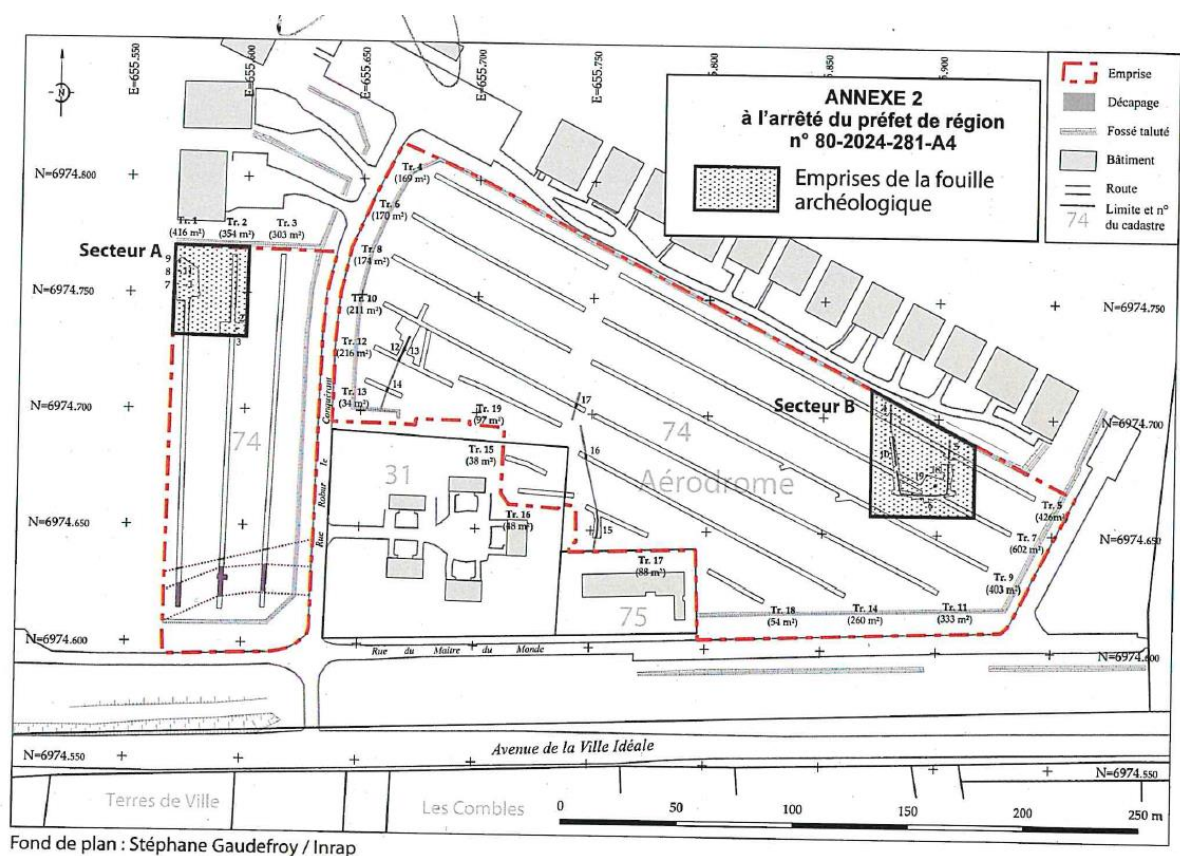
Le projet, portant sur une surface de 4,5 ha, constitue le prolongement de la ZAC Jules Verne, sur des parcelles situées entre la route RD1029 et l'aéroport.

1.2. Point sur la procédure d'archéologie préventive

Dans le cadre du projet d'aménagement, la CCI Amiens-Picardie Hauts-de-France a réalisé une demande anticipée de prescription en février 2023. Compte tenu de l'étendue du projet et de la présence de nombreux sites archéologiques à proximité, le Préfet a émis une prescription de diagnostic préalable portant sur l'ensemble de l'emprise concernée par le projet, soit 4,5 ha (arrêté 19-80-2023-281-A1).

Les sondages ont été réalisés par l'Inrap en septembre-octobre 2023, sous la responsabilité de Stéphane Gaudetroy. Ils ont livré des vestiges en différents secteurs de l'emprise, datés de la Protohistoire.

Compte tenu de ces découvertes, après réception du rapport et examen par la Commission Interrégionale de la Recherche Archéologique en mars 2024, le Service Régional de l'Archéologie a prescrit une fouille sur une partie de l'emprise du projet (arrêté n°80-2024-281-A4 du 26 mars 2024). L'arrêté de fouille définit les modalités de ces travaux et délimite deux zones pour un total de 3 000 m².



ARTICLE 2 - NATURE DES TRAVAUX DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

La poursuite du projet d'aménagement exige que ces fouilles préventives soient réalisées préalablement.

Site à fouiller : vestiges de l'âge du Fer (groupe funéraire de La Tène C1, enclos La Tène C2-D1)

Ces travaux seront réalisés suivant les préconisations du présent CCTP et du cahier des charges annexé à l'arrêté de prescription de fouilles n°80-2024-281-A4 du 26 mars 2024.

Lieu d'exécution des prestations :

GLISY (80), ZAC Jules Verne/secteur aérodrome

Centroïde (Lambert 93) : 655578/ 6974706

Références cadastrales : parcelle ZB 74p

Emprise des travaux : l'emprise est indiquée sur le plan annexé à l'arrêté prescrivant les fouilles. Elle représente une surface de 3 000 m² environ. Il appartient toutefois aux candidats de recaler, si besoin, les emprises pour évaluer leur surface réelle.

Contenu des travaux

Le marché comprend :

- La réalisation des fouilles archéologiques conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté de fouille et au présent CCTP ;
- Le remblaiement des terres en fin de chantier, conformément aux indications du présent CCTP ;
- La réalisation d'un rapport d'opération conforme à l'arrêté du 24 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports ;
- Le conditionnement et dépôt du mobilier et de la documentation, conformément à l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier ;

ARTICLE 3 - CONSISTANCE DU CCTP ET DES PIECES ANNEXES

La fouille archéologique préventive sera réalisée conformément à l'ensemble des documents constitutifs du Dossier de Consultation.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements nationaux, régionaux, départementaux, municipaux, et de leurs différents additifs applicables à date d'exécution. Les textes applicables incluent l'ensemble des textes législatifs (lois, décrets, arrêtés), réglementaires et normatifs en vigueur le premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement par l'entreprise, ou qui entreraient en vigueur pendant la durée du marché, y compris ceux spécifiques à chaque technique retenue par l'entreprise.

L'entreprise titulaire devra justifier d'un agrément pour les périodes suivantes : âges des Métaux.

ARTICLE 4 - CONNAISSANCE DES LIEUX, ETAT DU TERRAIN

La CCI Amiens Picardie Hauts-de-France joint au DCE l'intégralité des documents désignés ci-dessous :

- Le rapport de diagnostic archéologique établi l'Inrap (Annexe 1) ;
- L'arrêté préfectoral de prescription de fouille n°80-2024-281-A4 du 26 mars 2024 et le cahier des charges annexé (Annexe 2) ;
- Le plan d'implantation des zones de fouille en DWG (Annexe 3) ;
- Le récépissé de la Déclaration de Travaux /DT (Annexe 4). Les DT actualisées seront remises au titulaire après notification du marché.

Les entreprises peuvent, si elles le souhaitent, visiter le site et ses abords lors de la phase de consultation.

Les entreprises sont réputées avoir, avant remise de leur offre, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords, afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération. Si elles l'ont jugé utile, elles auront pu solliciter le maître d'ouvrage pour tous renseignements dans les conditions et délais indiqués dans le Règlement de la Consultation.

Elles sont donc réputées avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et à son environnement, et en avoir tenu compte dans leur offre, et en aucun cas elles ne pourront se prévaloir d'insuffisance ou d'omission pour demander une quelconque indemnité.

ARTICLE 1. ARTICLE 5 - EXECUTION DU MARCHE

5.1. Délais d'exécution et durée du marché

Les travaux de fouilles archéologiques seront à exécuter à partir de fin septembre 2024.

5.2. Achèvement des travaux de la phase chantier

L'entreprise avisera la DRAC et le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

L'achèvement des travaux de fouilles archéologiques sera constaté par l'agent de la DRAC en charge du dossier, qui assure la maîtrise scientifique des travaux au titre des articles L. 522.1 et L. 523.8 du Code du Patrimoine.

Dès que l'achèvement des travaux de fouille sera constaté par l'agent de la DRAC, l'entreprise dressera avec le maître d'ouvrage un procès-verbal de fin de chantier.

Un second procès-verbal sera dressé après réalisation du remblaiement, attestant la fin des travaux et la fin de toute obligation de l'entreprise.

Les obligations de l'entreprise courent jusqu'à l'obtention de la notification de libération des terrains par le préfet et jusqu'à l'achèvement du remblaiement.

Les réserves émises sur ces procès-verbaux valent prolongation des obligations de l'entreprise jusqu'à preuve de mise en œuvre de toute action permettant la levée des réserves.

5.3. Achèvement des prestations de la phase d'études et de rédaction du rapport final d'opération

L'achèvement de la phase d'études et de rédaction du rapport final d'opération sera constaté par la réception par la DRAC du Rapport Final d'Opération. Et plus particulièrement, cette réception sera constatée par la CCI Amiens Picardie Hauts-de-France dans les conditions fixées à l'article 6.20 du présent C.C.T.P.

ARTICLE 2. ARTICLE 6 - DESCRIPTION DES TRAVAUX ET SPECIFICITES TECHNIQUES

6.1. Préparation de chantier

Durant la période de préparation, le titulaire fera son affaire des démarches administratives obligatoires liées à l'exercice de ses travaux et prestations.

Avant le démarrage effectif des travaux, l'entreprise :

- Soumettra au maître d'ouvrage le programme d'exécution des travaux ;
- Soumettra au maître d'ouvrage le plan des installations de chantier, le plan de circulation et des accès au chantier ;
- Établira toutes démarche liée à l'utilisation de la voirie (véhicules lourds par ex.) et de l'espace public ;
- Etablira les DICT sur la base de la DT à jour auprès des organismes gestionnaires, et se conformera à leurs préconisations. Le cas échéant, il réalisera les relances selon les prescriptions du décret 2011-1241 du 05 octobre 2011 ;
- Réalisera le piquetage de la zone de fouille ;
- Mettra en place l'ensemble des installations nécessaires aux travaux.

Les pénalités applicables en cas de retard dans la restitution de ces documents sont définies au CCAP.

6.2. Terrains mis à disposition du titulaire

La CCI Amiens-Picardie Hauts-de-France met à disposition de l'entreprise les terrains de l'emprise du projet, qui seront accessibles et utilisables pour les travaux (emprise de fouille, circulation, stockage des terres, installations de chantier). Ces espaces seront mis gracieusement à disposition de l'entreprise et feront l'objet d'un piquetage préalable par le maître d'ouvrage.

Un procès-verbal de mise à disposition du terrain sera dressé par le prestataire de façon contradictoire en présence d'un représentant du maître d'ouvrage (en deux exemplaires originaux). Il comprendra toute remarque concernant les emprises de fouille et les espaces mitoyens, de même que les espaces publics et privés occupés pour la réalisation des travaux (accès, voies, pistes).

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier ou situés à proximité. De ce fait, il aura à sa charge tous travaux de nettoyage, de réparation, de réfection et indemnités que ces travaux occasionneraient. Le cas échéant il fera une déclaration de sinistre auprès de sa compagnie d'assurance et en adressera copie au maître d'ouvrage.

6.3 Installations de chantier

Les installations de chantier devront être implantées sur l'emprise du projet, mais en-dehors des emprises de fouille. Elles seront implantées sur l'emprise mise à disposition pour les travaux.

L'entreprise proposera pour ces locaux, en période de préparation un plan prévisionnel d'implantation, qui devra être validé par le maître d'ouvrage.

Ces installations des chantiers comprendront :

- Les éventuels aménagements nécessaires (plateforme, piste) ;
- L'amené et le repli du matériel y compris toutes les dépenses de transport et d'immobilisation pendant la durée des travaux ;
- La fourniture et la mise en œuvre de locaux techniques, administratifs et sanitaires suivant la réglementation en vigueur ;
- Les raccordements aux fluides.
- Le Plan d'installation de chantier des entreprises sera soumis à la validation du maître d'ouvrage en période de préparation.

6.4. Protection de l'emprise des travaux, barriérage

L'emprise du projet est ouverte. Aucun barriérage n'est à réaliser.

6.5. Réseaux et Intention de commencement de travaux

Préalablement au commencement des travaux l'entreprise se chargera des DICT et des relations avec les concessionnaires, sur la base des DT mises à jour fournies par le maître d'ouvrage.

Elle respectera l'ensemble des préconisations des gestionnaires de réseaux et a à sa charge le marquage et piquetage des réseaux présents sur le chantier et leur maintien jusqu'à la fin des travaux.

6.6. Accès et circulation

L'accès aux emprises des fouilles se fait par la rue Robur le Conquérant.

L'entreprise proposera en période de préparation un cheminement pour ses véhicules et les engins de chantier.

L'entreprise présentera dans son mémoire technique/PSI un schéma d'implantation (emprise de fouille et zones de stockage, installations de chantier) et de circulation (engins de terrassement, véhicules, cheminement piéton) permettant la mise en sécurité des personnels, et des riverains.

Toutes démarches nécessaires à l'utilisation de la voirie seront à réaliser par le titulaire en période de préparation.

L'amené et le repli des installations et engins nécessaires aux travaux devra être réalisé en tenant compte de la circulation.

6.7. Sécurité et signalisation

Aucune coactivité n'est prévue durant les travaux de fouilles archéologiques, hors celle induite par la sous-traitance par le titulaire.

Durant toute la durée des travaux, les emprises de fouille et les zones utilisées pour les travaux sont sous l'entière responsabilité du titulaire. Le titulaire, ou chaque cotraitant (en cas de groupement) ou sous-traitant éventuels, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Il(s) s'engage(nt) à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À compter de la prise de possession des lieux, le titulaire devra mettre en place une signalisation conforme à la réglementation. Des panneaux seront disposés afin d'interdire l'accès à l'emprise des travaux.

Durant toute la durée du chantier, le titulaire s'attachera à baliser les excavations et sondages profonds (rubalise, grillage plastique).

Il s'efforcera d'achever les sondages profonds avant chaque week-end afin de sécuriser les zones de travaux.

Dans le cas de découverte d'engins de guerre non explosés, l'entreprise se conformera aux règlements (Notice du Service Interministériel de Défense et de Sécurité Civile. Elle présentera dans son mémoire technique le protocole adopté et les mesures d'information auprès de ses personnels.

6.8. Protection des abords et mitoyens

L'emprise des fouilles est délimitée par un fossé au nord (Secteur B) et par une clôture à l'ouest et un fossé avec de la végétation arbustive (Secteur A).

L'entreprise présentera dans son mémoire technique les mesures prises (limites de zone de stockage, circulation) afin de ne pas endommager les fossés et les clôtures.

Les travaux de fouilles archéologiques se déroulent à proximité des pistes et des zones de circulation des avions. Durant les travaux, l'opérateur s'assurera qu'aucune bâche, abri, ruban de signalisation et autres matériaux et infrastructures ne sont susceptibles de s'envoler.

6.9 Mesures de protection de l'environnement, gestion des déchets

Le titulaire devra gérer ses déchets conformément à la réglementation en vigueur. Il s'assurera que l'emprise de fouille et les emplacements occupés (zones de stockage, base de vie) ont été nettoyés de tout matériaux ou infrastructures utilisés lors de la fouille (bâches, emballages, piquets, rubans de balisage, filets de sécurité, planches, clous et éléments métalliques).

Il s'assurera que les mesures en termes de prévention des pollutions sont prises en compte et respectées par ses sous-traitants.

6.10. Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les emplacements privés et publics utilisés par le titulaire ou ses sous-traitants devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

Si des matériaux sont répandus accidentellement sur la chaussée publique (voie d'accès), l'entreprise sera tenue de procéder immédiatement au balayage et au nettoyage.

L'ensemble de ces nettoyages, remises en état et les éventuelles réparations des dégradations sont réputés inclus dans l'ensemble des prix proposés par l'entreprise.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences ; des pénalités seront appliquées conformément aux stipulations du CCAP.

6.11. Modalités de la prestation de fouille archéologique

L'arrêté de fouille n°80-2024-281-A4 et le présent CCTP définissent les enjeux de la fouille, les objectifs et la méthodologie générale. Les éléments principaux sont les suivants :

- L'emprise de la fouille est divisée en deux zones (secteurs A et B). L'arrêté prescrivant les fouilles indique une surface globale de 3 000 m². Il appartient toutefois aux candidats de vérifier les dimensions réelles des emprises et de quantifier leurs travaux sur cette base.
- L'arrêté indique une durée minimale de 15 jours ouvrés hors décapage, avec une équipe de 4-5 personnes hors spécialistes et topographe ;
- Les moyens humains pour la phase d'études doivent atteindre a minima 80% de ceux mis en œuvre pour la phase terrain
- la durée des études et de la rédaction du rapport est de 24 mois maximum après fin de la phase terrain.
- Des lignes du BPU sont prévues, comprenant la fouille et l'étude de 1 et de 5 sépultures supplémentaires au-delà de 10 sépultures dont la fouille et l'études sont prévues pour les prestations 1 à 6 (forfaits unitarisés).

6.12. Direction des travaux

L'entreprise devra surveiller personnellement les travaux de façon suivie, et devra maintenir en permanence sur le chantier le responsable d'opération et les intervenants présentés dans le Projet Scientifique d'Intervention et validés par la DRAC. Toute modification substantielle des intervenants devra être présentée et validée par le maître d'ouvrage et le Service Régional de l'Archéologie.

Dès la notification du marché, le titulaire désignera la personne qui sera habilitée à recevoir tous les ordres de service ou instructions, accepter les constats, et d'une manière générale, assurer les relations avec le maître d'ouvrage comme s'il s'agissait de l'entreprise elle-même.

6.13. Moyens humains et techniques

Les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux sont définis par l'entreprise dans son offre. Ils sont justifiés dans le mémoire technique/Projet Scientifique d'Intervention, sur la base de l'estimation précise des travaux et d'un planning prévisionnel. Ils devront respecter le minimum indiqué dans l'arrêté de fouille.

Dans son Projet Scientifique d'Intervention l'entreprise devra présenter de façon claire le déploiement des moyens humains et techniques par semaine. Les moyens techniques déployés pour le décapage et l'assistance à la fouille devront être justifiés dans le mémoire technique/Projet Scientifique d'Intervention, à l'appui d'une méthodologie et de l'estimation des travaux. Il appartient au titulaire de quantifier les volumes de décapage/stockage sur la base des surfaces réelles des emprises de fouilles.

L'équipe proposée pour l'ensemble de l'opération (fouilles et phase d'études/rédaction) devra respecter les profils des archéologues, spécialistes et intervenants détaillés dans le cahier des charges, et tous ceux qui seront utiles à la réalisation des missions de fouille et d'étude.

Afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté du 3 juillet 2017 fixant la liste des éléments constitutifs des offres des opérateurs pour la réalisation de fouilles archéologiques préventives, et aux attentes de la DRAC pour l'examen des offres, les entreprises fourniront dans leur offre le détail des durées et moyens par postes pour chacune des phases : préparation, décapage, fouille et phase d'études et de rédaction. Ils rempliront à cet effet le cadre de présentation joint au DCE.

Il est rappelé que s'agissant d'un marché forfaitaire, le titulaire s'engage à réaliser les travaux tels qu'ils sont décrits. La mise en œuvre de moyens complémentaires ne peut être envisagée que dans le cas spécifique de travaux complémentaires prescrits par la DRAC ou demandés par le maître d'ouvrage.

6.14 Sous-traitance scientifique

En application de l'art. R523-47 du Code du Patrimoine, lorsque l'entreprise souhaite sous-traiter une prestation scientifique afférente à la fouille, elle doit en faire la déclaration à l'État (DRAC, Service Régional de l'Archéologie) et au maître d'ouvrage, lors du dépôt de l'offre ou en cours de marché, avant toute intervention du sous-traitant.

6.15. Piquetage de l'emprise

Les emprises mises à disposition sont celles qui seront utiles au titulaire et sous sa responsabilité durant les travaux : emprise de fouille et espaces pour les installations de chantier, le stockage provisoire des déblais et la circulation. L'emprise des travaux fera l'objet d'un piquetage préalable par le maître d'ouvrage.

Les emprises de fouilles feront l'objet d'un piquetage par le titulaire préalablement aux travaux, et sur la base du plan joint à l'arrêté de fouille.

6.16. Décapage, tri et stockage des matériaux

Lors du décapage et de la fouille, les matériaux seront stockés sur l'emprise du projet, en bordure de chacune des emprises de fouilles.

Lors du décapage, l'entreprise prendra soin de stocker de façon séparée la terre végétale des matériaux sous-jacents. Pour le stockage, l'entreprise et ses sous-traitants s'assureront du maintien de l'écoulement des eaux et mettront en œuvre tout dispositif limitant l'enneigement des terrains et des zones de fouille.

6.17. Conditions de restitution des terrains à l'issue des travaux

À l'issue de la fouille, l'emprise de la fouille devra être remblayée. Le remblaiement se fera avec remise en état de l'intégralité des déblais, dans l'ordre inverse du décapage et avec renappage de la terre végétale.

6.18. Suivi et réunions de chantier

Des réunions de chantier réuniront le maître d'ouvrage, la DRAC et le titulaire. La présence du représentant de l'entreprise est obligatoire. En cas d'indisponibilité, il missionnera un autre représentant de l'entreprise.

Ces réunions auront pour objet principaux de :

- Faire le point sur l'avancement des travaux (taux d'avancement par rapport au projet, avance/retard par rapport au calendrier) ;
- Examiner les problèmes rencontrés et les résoudre autant que possible lors de ces réunions ;
- Décider d'éventuelles adaptations au projet.

Par ailleurs, des réunions de chantier particulières pourront être fixées autant que de besoin (réunions exceptionnelles) sur convocation du MOA. Le titulaire est tenu d'assister à ces réunions par la présence d'un représentant à même de prendre des décisions sur la marche des travaux.

6.19. Comptes-rendus

a/ Durant la phase terrain :

Chaque semaine, le responsable de l'opération transmettra au maître d'ouvrage et à la DRAC un compte-rendu par courriel faisant état de l'avancée du chantier. Devront être mentionnées l'avancée du décapage (surface décapée) et les principales découvertes (quantité, structures fouillées). Il y joindra tout document complémentaire nécessaire à la bonne compréhension (plan des vestiges avec l'avancée des travaux, photographies).

L'entreprise avertira dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage et l'agent de la DRAC en charge du dossier de tout événement ou découverte susceptible d'avoir des conséquences sur le déroulement des travaux et sur le calendrier prévisionnel.

b/ Durant la phase d'études :

Le responsable d'opération fera un point trimestriel par courriel faisant état de l'avancée du post-fouille (moyens engagés, état de chacune des études, calendrier prévisionnel).

Tout retard dans la transmission des comptes-rendus fera l'objet de pénalités définies dans le CCAP.

6.20. Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)

Le titulaire devra fournir le D.O.E., comprenant :

- Dans un délai de 30 jours calendaires à compter du PV marquant la fin de la phase terrain, un plan de récolement faisant apparaître :
 - le relevé topographique avec cotes de l'emprise de fouille, des sondages et excavations.
 - les éventuels ouvrages ou réseaux conservés.

Ce plan sera fourni en version papier et numérique au format DWG (Lambert 93 et IGN69).

- le rapport final d'opération, dans un délai de 24 mois à compter du procès-verbal marquant la fin de la phase terrain.
Dans les 5 jours suivant le dépôt du rapport auprès du SRA dans le délai susmentionné, le titulaire devra envoyer à la CCI Amiens-Picardie Hauts-de-France une copie du récépissé de dépôt du rapport, afin de permettre le paiement du solde.
Dans un délai d'1 mois à compter du dépôt du rapport au SRA, le titulaire transmettra la version numérisée PDF à la CCI Amiens-Picardie Hauts-de-France.

Les pénalités applicables en cas de retard dans la restitution de ces documents sont définies au CCAP.